

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967

1^{er} MARS 1967

PROJET DE LOI

attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire.

I. — AMENDEMENT SUBSIDIAIRE

PRÉSENTÉ PAR M. MERLOT

A L'AMENDEMENT

DE M. SIMONET.

(Doc. 356/11 - III.)

Art. 2.

Au cas où l'amendement (n° 1) de M. Simonet au § 1^{er}, 1^o, lettre a) ne serait pas adopté, à la dernière ligne, remplacer le taux de « 50 % » par « 55 % ».

JUSTIFICATION.

Ainsi que le prévoit l'amendement déposé par MM. Simonet et consorts, nous sommes partisans de la suppression du plafond en ce qui concerne l'impôt sur le revenu.

Pour le cas où l'amendement de M. Simonet tendant à cette suppression serait rejeté, il importe, dans la logique même du système préconisé par le projet de loi, de porter, pour l'application du décime additionnel, le plafond de 50 à 55 %.

Faute de ce faire en effet, les 450 contribuables, avonant un revenu taxable supérieur à 4 600 000 F, qui, aujourd'hui déjà, bénéficient de l'application du plafond de 50 % ne subiront aucune augmentation d'impôts et, qui plus est, tous ceux qui ont un revenu taxable situé entre

Voir :

356 (1966-1967) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 à 8 : Amendements.
- N° 9 : Rapport.
- N°s 10 et 11 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967

1 MAART 1967

WETSONTWERP

tot toekenning van bepaalde machten ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren.

I. — SUBSIDIAIR AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER MERLOT

OP HET AMENDEMENT

VAN DE HEER SIMONET.

(Stuk 356/11 - III.)

Art. 2.

Indien het amendement (n° 1) van de heer Simonet op § 1, 1^o, letter a) niet wordt aangenomen, op de laatste regel het percentage « 50 % » vervangen door « 55 % ».

VERANTWOORDING.

Zoals blijkt uit het door de heren Simonet c.s. voorgestelde amendement, zijn wij voorstander van het afschaffen van het plafond inzake inkomstenbelastingen.

Mocht het amendement van de heer Simonet dat deze afschaffing voorstelt, verworpen worden, dan dient omwille van de logica zelf van het door het wetsvoorstel voorgestelde stelsel, het plafond van 50 op 55 % gebracht te worden met het oog op de toepassing van de opdeciem.

Indien dit niet gebeurt dan zou er immers voor de 450 belastingplichtigen die een belastbaar inkomen aangeven van meer dan 4 600 000 F en die nu reeds het voordeel genieten van de toepassing van het plafond van 50 % geen belastingverhoging toegepast worden;

Zie :

356 (1966-1967) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 8 : Amendementen.
- N° 9 : Verslag.
- N°s 10 en 11 : Amendementen.

4 250 000 F et 4 600 000 F, bénéficieraient à leur tour de l'application du plafond et ne supporteraient qu'une partie de l'augmentation appliquée aux revenus inférieurs à partir de 500 000 F.

bovendien zouden alle belastingplichtigen wier belastbaar inkomen ligt tussen 4 250 000 F en 4 600 000 F op hun beurt het voordeel genieten van de toepassing van het plafond en de belastingverhoging welke toegepast wordt op de lagere inkomens vanaf 500 000 OF, zou voor hen slechts gedeeltelijk toepasselijk zijn.

J.-J. MERLOT
H. SIMONET,
J. VAN EYNDE.

II. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. SIMONET.
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 2.

Compléter comme suit le § 5 :

« A cet effet, des dispositions seront prises pour recueillir auprès des banques, des établissements de crédit et de l'Office des Chèques Postaux, tous renseignements jugés nécessaires pour assurer la juste perception de l'impôt ».

H. SIMONET,
J.-J. MERLOT,
M.-A. PIERSON.

III. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. LEBURTON
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article premier.

1) Au 8°, supprimer le littéra a).

JUSTIFICATION.

L'exposé des motifs définit les buts financiers et de relance économique poursuivis par le Gouvernement.

Comment justifier, dans cette optique, la demande de pouvoirs spéciaux relatifs à l'ensemble des problèmes de l'art de guérir? Certes, personne ne peut nier que cette législation, — dont le texte de base remonte à 1818 —, doit être profondément remaniée, compte tenu de l'évolution sociale et de l'évolution de la technique médicale et de la thérapeutique.

Mais, les matières à traiter n'entrent certes pas dans le cadre des préoccupations qui ont amené le Gouvernement à déposer son projet. On peut d'autant plus s'inquiéter de la procédure réclamée, devant l'ampleur des problèmes à traiter, — par exemple celui de l'organisation de la médecine hospitalière —, auxquels il importe de donner des solutions qui tiennent compte de l'ensemble des intérêts en cause et qui ne soient pas basées sur une idéologie ou une conception particulière.

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER SIMONET.
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 2.

§ 5 aanvullen als volgt :

« Te dien einde worden de nodige schikkingen genomen om bij de banken, de kredietinstellingen en het Bestuur der Postchecks alle voor een juiste heffing van de belasting nodig geachte inlichtingen in te winnen ».

III. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER LEBURTON
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

1) In 8°, letter a) weglaten.

VERANTWOORDING.

In de Memorie van toelichting worden de financiële doelstellingen en de door de Regering nagestreefde economische herleving omschreven.

Hoe kan het verzoek om bijzondere machten voor alle op het stuk van de geneeskunde bestaande problemen in dat licht verantwoord worden? Weliswaar kan niemand ontkennen dat de desbetreffende wetgeving — welke tot 1818 teruggaat — grondig hervormd moet worden en aangepast aan de sociale evolutie en aan de ontwikkeling van de geneeskundige techniek en de therapie.

Deze kwesties hebben echter niets te maken met de beweegredenen welke de Regering ertoe gebracht hebben haar ontwerp in te dienen. De in uitzicht gestelde procedure is des te meer verontrustend, als men de omvang van de in aanmerking komende problemen nagaat — b.v. de kwestie van de organisatie der geneeskunde in verplegingsinrichtingen — waarvoor een oplossing moet worden gevonden die met alle betrokken belangen rekening houdt en niet steunt op een ideologie of een bijzondere opvatting van zaken.

E. LEBURTON,
L. COLLARD,
M.-A. PIERSON,
H. BROUHOON.

2) Au même 8°, supprimer le littéra b).

JUSTIFICATION.

Lors des discussions du Groupe de travail parlementaire chargé de l'étude des problèmes de l'A. M. I., dont les conclusions furent déposées en septembre 1961 et qui servit de base à la législation sur l'assurance, les représentants des trois partis traditionnels s'accordèrent pour estimer qu'en cette matière, toute modification à la loi devait être l'œuvre du Parlement, ceci afin d'éviter la mise en cause du compromis auquel on avait abouti. Le libellé de l'article ne fait aucun doute sur les intentions du Gouvernement de remettre en cause cette manière de voir et de prendre ainsi la responsabilité de replonger l'assurance-maladie dans des controverses stériles et préjudiciaires à l'intérêt des malades.

En outre, le Gouvernement demande d'être dispensé de solliciter l'avis ou d'attendre des propositions des instances de gestion de l'A. M. I. Il y a là une atteinte certaine aux principes de la gestion paritaire, atteinte d'autant moins compréhensible que la loi du 23 avril 1963 relative à cet objet a protégé le Ministre contre la carence ou le retard d'un Comité à rendre un avis ou à formuler une proposition. Le délai prévu est d'un mois. Il peut être ramené à 10 jours à la demande du Ministre qui, en outre, dispose toujours de la possibilité d'invoquer l'urgence.

Dans ces conditions, on ne comprend pas la raison de l'insertion de cet alinéa au sujet duquel l'exposé des motifs est muet, à moins que le Gouvernement ne veuille plus spécialement viser la consultation obligatoire des conseils techniques en matière de nomenclature. S'il en est ainsi, cette attitude est d'autant moins soutenable qu'elle est en contradiction avec l'accord médico-gouvernemental du 25 juin 1964 et avec la loi du 7 juillet 1966, votée à l'initiative de l'actuel Ministre de la Prévoyance sociale.

Il faut enfin relever une double contradiction dans l'esprit de la proposition :

— d'une part, au chapitre des pensions des travailleurs salariés et appointés, le Gouvernement annonce son intention « de procéder aux consultations des organes compétents que prévoient les lois actuelles », alors qu'il réclame les pouvoirs de s'en dégager pour le secteur de l'A. M. I.;

— d'autre part, le libellé de l'alinéa incriminé fait état de l'application des dispositions des lois subséquentes de l'A. M. I. mais « sans devoir, en cas d'urgence, solliciter les avis ou attendre les propositions prévues par la loi », ce qui constitue une contradiction flagrante.

E. LEBURTON,
H. BROUHON,
F. DETIEGE,
G. BOEYKENS,
E. LACROIX.

3) Compléter comme suit le 9° :

« en manière telle que soit accordée, dès l'exercice 1967, une nouvelle majoration des pensions de retraite et de survie pour les diverses catégories de pensions du secteur privé, égale à celle accordée en vertu de la loi du 13 juin 1966 ».

JUSTIFICATION.

Il est normal que les pensionnés et les veuves obtiennent en 1967, un avantage qui leur avait été annoncé par le Gouvernement en exercice au début de la législature — Harmel-Spinoy — et que le Gouvernement actuel avait repris à son compte. Une nouvelle tranche de programmation sociale devrait leur être accordée au cours de cette année.

E. LEBURTON,
L. COLLARD,
M.-A. PIERSON,
H. BROUHON,
G. BOEYKENS,
E. LACROIX.

2) In hetzelfde 8°, letter b) weglaten.

VERANTWOORDING.

Tijdens de gedachtenwisselingen in de met de studie van de Z. I. V. belaste Parlementaire Werkgroep, waarvan de conclusies in september 1961 zijn neergelegd en die als basis dienden voor de wetgeving op de verzekering, waren de vertegenwoordigers der drie traditionele partijen het erover eens dat op dat gebied elke wijziging in de wet van het Parlement moest uitgaan, zulks om te vermijden dat het bereikte compromis in het gedrang zou komen. De tekst van het artikel laat geen enkele twijfel bestaan aangaande het voornemen van de Regering om die zienswijze op losse schroeven te zetten en aldus de kwestie van de ziekteverzekering opnieuw te laten onttaarden in steriele en voor de belangen der zieken nadelige twisten.

Bovendien vraagt de Regering om niet het advies van de Z. I. V. te moeten vragen noch op de voorstellen van de beheersinstellingen van de Z. I. V. te moeten wachten. Daarin ligt een ontegenzeggelijke inbreuk op de beginselen van het paritair beheer besloten, wat des te minder aannemelijk is als men bedenkt dat de wet van 23 april 1963 betreffende die materie de Minister beschermde tegen het in gebreke blijven of het laattijdig optreden van een comité voor het verstrekken van een advies of het indienen van een voorstel. De vastgestelde termijn bedraagt 1 maand. Hij kan tot 10 dagen worden teruggebracht op verzoek van de Minister, die bovendien altijd nog de urgentie kan invoeren.

Derhalve begrijpt men niet waarom deze alinea in het ontwerp is opgenomen, te meer daar in de Memorie van toelichting geen melding van die kwestie wordt gemaakt, tenzij de Regering inzonderheid de verplichte raadpleging van de technische raden inzake nomenclatuur beoogt. Indien dit werkelijk zo is, dan is haar houding des te minder verantwoord, daar zij in strijd is met de overeenkomst van 25 juni 1964 tussen de geneesheren en de Regering en met de wet van 7 juli 1966, die op initiatief van de huidige Minister van Sociale Voorzorg is goedgekeurd.

Ten slotte is er in de geest van het ontwerp een dubbele tegenspraak :

— in het aan de pensioenen der loon- en weddetrekkenden gewijde hoofdstuk enerzijds kondigt de Regering haar voornemen aan « tot de raadplegingen over te gaan van de bevoegde organen door de huidige wetten voorzien », terwijl zij om de nodige bevoegdheden verzoekt om in de Z. I. V.-sector van die raadplegingen te worden ontslagen;

— anderzijds wordt in de tekst van het gewraakte lid gewag gemaakt van het bepaalde in de latere wetten betreffende de Z. I. V., doch « zonder in geval van dringendheid de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die door die wet worden voorgeschreven », wat een flagrante tegenspraak is.

3) Het 9° aanvullen met wat volgt :

« derwijze dat, vanaf het dienstjaar 1967, een nieuwe verhoging van de rust- en overlevingspensioenen wordt toegekend voor de onderscheidene pensioencategorieën van de particuliere sector, gelijk aan de krachtens de wet van 13 juni 1966 toegekende verhoging ».

VERANTWOORDING.

Het is normaal dat de gepensioneerden en de weduwen in 1967 een voordeel krijgen, dat hun was aangekondigd door de in het begin van de wetgevende periode fungerende regering Harmel-Spinoy en dat door de huidige Regering eveneens in uitzicht is gesteld. Een nieuwe tranche voor de sociale programmatie zou hun in de loop van dit jaar moeten worden toegekend.